

# **Avis et conclusions du commissaire enquêteur**

suite à l'enquête publique relative au projet de  
nouveau parcellaire et de programme de travaux connexes de  
**l'aménagement foncier agricole et forestier**  
**d'AZANNES ET SOUMAZANNES**

Le projet de nouveau parcellaire et de programme de travaux connexes de l'aménagement foncier agricole et forestier d'AZANNES ET SOUMAZANNES, a été engagé à la demande de la municipalité et en accord avec les agriculteurs soucieux d'améliorer les conditions d'exploitation des terres.

Il a été élaboré par la Commission Communale d'Aménagement Foncier (CCAF) constituée à cette intention, le Département de la Meuse étant le maître d'ouvrage dans la procédure.

Commencé en 2010, un premier projet a été arrêté en septembre 2019. A la demande du Département, Madame la présidente du tribunal administratif, m'a désigné en tant que commissaire enquêteur, le 14 octobre 2019. L'avis, en date du 27 novembre 2019, de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale Grand-Est (MRAe) recommande la réalisation de travaux et d'études complémentaires et de ne pas soumettre le dossier à une enquête publique.

Un second projet a été approuvé par la CCAF le 4 mars 2020. Un nouvel avis de la MRAe a été arrêté le 15 septembre 2020 qui, sans approuver globalement ce projet, a permis de le présenter à l'enquête publique.

Retardée par la crise sanitaire, l'enquête s'est déroulée du lundi 22 mars 2021 au vendredi 30 avril 2021 inclus, soit 39 jours consécutifs. Les modalités d'informations du public ont été respectées et l'affichage adapté au périmètre du projet. Accompagné par le géomètre ayant suivi le dossier ainsi que la personne ayant réalisé les dossiers environnementaux, j'ai tenu 3 permanences dans la salle du conseil de la mairie d'AZANNES-et-SOUMAZANNES:

- le lundi 22 mars 2021 de 15h30 à 18h30,
- le samedi 10 avril 2021 de 9h00 à 12h00,
- le vendredi 30 avril 2021 de 14h00 à 17h00.

Vingt personnes sont venues pendant des permanences sans qu'il n'y ait aucun incident. Le dossier dématérialisé a été abondamment consulté. Dix-neuf commentaires ont été recueillis, seize sur le registre d'enquête, deux par courrier et un par courriel.

Le procès-verbal de synthèse des remarques du public a été remis en mains propres à la représentante du président du Conseil Départemental, le jeudi 6 mai 2021. Par courrier en date du 17 mai 2021, le président du Conseil Départemental de la Meuse y a apporté ses commentaires et réponses.

L'analyse détaillée du dossier, des remarques du public et des réponses du maître d'ouvrage est disponible dans le rapport d'enquête. Elle fait apparaître la complexité du montage d'un tel projet qui a mis 9 années pour aboutir à une première solution.

Malheureusement la prétention des exploitants à labourer des prairies sensibles, les défaillances de l'analyse des zones humides et des chemins qui les traversent, la volonté de renvoyer aux propriétaires les décisions sur l'avenir des haies et petits boisements, n'ont pas permis de présenter ce dossier en l'état à l'enquête publique.

Dans sa nouvelle version, ce projet a atteint une maturité certaine, pour preuve le faible nombre et la nature des remarques du public. Il méritait d'aboutir même si certains points restent à travailler. Ceux nécessaires au respect des obligations légales ou réglementaires feront l'objet de réserves. Les points permettant une amélioration du dossier feront l'objet de remarques.

Les éléments favorables :

- ✓ La réorganisation du parcellaire a permis de réduire le nombre de parcelles (210 contre 481 au départ) et d'augmenter le nombre de comptes mono-parcellaires (59 contre 35 avant).
- ✓ Toutes les parcelles sont desservies par un chemin.
- ✓ Il n'y a eu aucune contestation significative sur le nouveau parcellaire.
- ✓ Le programme de travaux connexe est accepté, même si quelques détails restent à régler.
- ✓ Le coût des travaux connexes n'a fait l'objet que d'une seule réclamation.
- ✓ La nouvelle répartition entre chemins ruraux et chemins d'exploitation clarifie et répartit les charges d'entretien.
- ✓ Les réserves foncières attribuées à la commune lui permettront de réaliser ses projets.

Les éléments défavorables :

- ✗ Les avis défavorables de la MRAe et des services de l'État sur le projet d'empierrement de deux chemins en zone humide, liés, pour moi, à :
  - l'absence d'étude préalable de la zone humide et des chemins qui la parcourent,
  - l'absence d'analyse du projet d'empierrement au regard de la disposition T3-O7.4.5-D4 du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux,
  - l'absence de la prise en compte de la restauration ou de l'amélioration de zones humides dégradées comme compensation tel que prévu par la disposition T3-O7.4.5-D5 du schéma précité.
- ✗ L'absence de prise en compte des effets indirects du nouveau parcellaire sur les haies et boisements isolés, dans le respect des articles L122-1-III et R122-2-III et IV du Code de l'Environnement.
- ✗ La description des incidences négatives notables qui résultent de la vulnérabilité du projet à des risques d'accidents ou de catastrophes majeurs, se résume à un postulat rejetant toutes incidences sans aucune justification.
- ✗ La disparition d'itinéraires pédestres et équestres, liée à la suppression de chemins ruraux.

Avant de mettre en œuvre le projet, la CCAF devra aussi étudier les remarques du public en lien avec le bornage, la gestion administrative des échanges parcellaires, le découpage parcellaire et les travaux connexes. Chaque remarque devra faire l'objet d'un traitement individualisé.

- vu le dossier présentant le projet de nouveau parcellaire et de programme de travaux connexes de l'aménagement foncier agricole et forestier de la commune d'AZANNES-et-SOUMAZANNES,
- vu les avis de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale Grand-Est, les réponses du Département de la Meuse et les modifications apportées au projet,
- vu l'avis de la Direction Départementale des Territoires,
- vu les délibérations de la commune d'AZANNES-et-SOUMAZANNES relatives au projet,
- considérant les conditions de déroulement de l'enquête publique,
- considérant les éléments favorables et défavorables au projet,

**Sous réserve :**

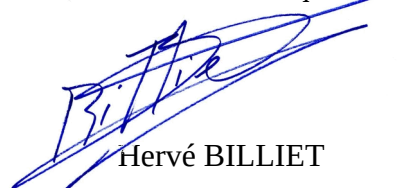
- d'obtenir de la part de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale Grand-Est et des services de l'État concernés, un accord sur les travaux à accomplir sur les chemins traversant la zone humide,
- d'obtenir de la part de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale Grand-Est et des services de l'État concernés, un avis favorable sur la prise en compte des effets indirects du nouveau parcellaire sur les haies et boisements isolés,
- que la Commission Communale d'Aménagement Foncier ait étudié chaque remarque du public en lien avec le bornage, la gestion administrative des échanges parcellaires, le découpage parcellaire et les travaux connexes et ait apporté une réponse à chacun.

j'émet un **avis favorable** au projet de nouveau parcellaire et de programme de travaux connexes de l'aménagement foncier agricole et forestier de la commune d'AZANNES-et-SOUMAZANNES.

J'émet également les **recommandations** suivantes :

- Le Chapitre décrivant les incidences négatives notables qui résultent de la vulnérabilité du projet à des risques d'accidents ou de catastrophes majeurs pourra utilement être réécrit pour préciser et justifier l'évolution de l'exposition à ces risques de la commune suite à la mise en œuvre du nouveau parcellaire et des travaux connexes.
- La Commission Communale d'Aménagement Foncier pourra utilement définir, en collaboration avec la Commune et les propriétaires des fonds, plusieurs itinéraires pédestres et équestres qui se substitueront à ceux qui ne seront plus praticables après réalisation des travaux connexes.

Fait à Val-d'Ornain le 29 mai 2021  
Le commissaire enquêteur



Hervé BILLIET